



Emploi productif en forte baisse, maintien de l'emploi présentiel

Entre 2006 et 2016, malgré la croissance démographique, l'emploi recule en Centre-Val de Loire. Les gains dans la sphère présenteielle sont très faibles, à l'exception des services aux particuliers, et ne compensent pas le repli de l'emploi productif. L'axe ligérien est le plus dynamique, grâce aux métropoles d'Orléans et de Tours. Les franges franciliennes accueillent de plus en plus d'habitants mais l'emploi présentiel ne suit pas le rythme. Le sud de la région, plus rural, perd des habitants et des emplois.

Auteurs : Muriel Auzanneau, Pierre Chapuis, Sophie Faure, Insee Centre-Val de Loire

En 2016, 980 300 emplois sont recensés en Centre-Val de Loire. Depuis 2006, leur nombre diminue en moyenne de 0,3 % par an. Cette baisse relève uniquement des activités productives (*définitions*) (-0,8 %). Relatives à l'industrie, à l'agriculture, au commerce de gros et aux services aux entreprises, elles sont davantage soumises à la conjoncture économique, française et internationale. Plus orientées vers la satisfaction des besoins quotidiens de la population présente (commerce, santé, enseignement...), les activités présentesielles maintiennent en revanche leurs emplois face à une population qui augmente de 0,2 % par an en dix ans.

Dans l'ensemble de la France, l'emploi reste dynamique (+0,2 % par an). La hausse des emplois présentsiels (+0,4 %) compense la perte d'emplois dans la sphère productive (-0,2 %). Les spécialisations sectorielles ainsi que les évolutions démographiques varient d'un territoire à l'autre. Cela entraîne des dynamiques d'emploi différentes, notamment à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) (*définitions*) (*figure 2*). Suite à la loi NOTRe de 2015, ces regroupements de communes disposent de compétences en matière de développement économique plus importantes. Ils interviennent notamment dans la création des zones d'activités économiques, dans les actions de développement économique, la promotion du tourisme et la politique locale du commerce. Disposer d'éléments sur les mutations de l'emploi en Centre-Val de Loire permet d'éclairer leurs réflexions.

Malgré leur baisse, les emplois productifs restent présents

En 2016 comme en 2006, la sphère productive en Centre-Val de Loire reste parmi les plus importantes des régions françaises

(deux points de plus qu'en France). Elle représente 36 % des emplois contre 38 % en 2006.

L'emploi est fortement productif dans 24 des 80 EPCI régionaux : plus de 45 % de leurs emplois relèvent de la sphère productive. Ces territoires sont majoritairement parmi les moins denses. Leurs emplois productifs figurent plus souvent dans l'industrie et l'agriculture, secteurs qui ont connu les pertes d'emploi les plus importantes en 10 ans (*figure 1*). Les quatre centrales nucléaires de la région (Belleville-sur-Loire, Chinon, Dampierre-en-Burly, Saint-Laurent-des-Eaux) pèsent fortement sur l'orientation économique des intercommunalités concernées. Quelques communautés de communes péri-urbaines et la communauté d'agglomération de Vendôme font exception, avec notamment l'installation, dans cette dernière, d'entreprises dans les secteurs de

l'automobile et l'aviation (Bosch, Thalès). La spécificité productive ou industrielle représente un atout pour ces territoires, mais elle peut s'avérer une fragilité en étant, parfois, très dépendante de quelques gros établissements.

Au sein de la sphère productive, seules les activités de services aux entreprises gagnent des emplois. Ces activités sont plus concentrées dans les zones urbaines de la région. Ainsi, les deux métropoles de Tours et d'Orléans rassemblent 30 % des emplois régionaux contre 40 % des activités spécialisées, scientifiques et techniques (activités juridiques et comptables ; architectes et activités de contrôles techniques) et 32 % des emplois des activités de services administratifs (agences d'intérim, entreprises de nettoyage et de sécurité des bâtiments ou centres d'appel). Leurs emplois productifs résistent mieux sur la décennie.

1 L'emploi en hausse dans les services aux particuliers

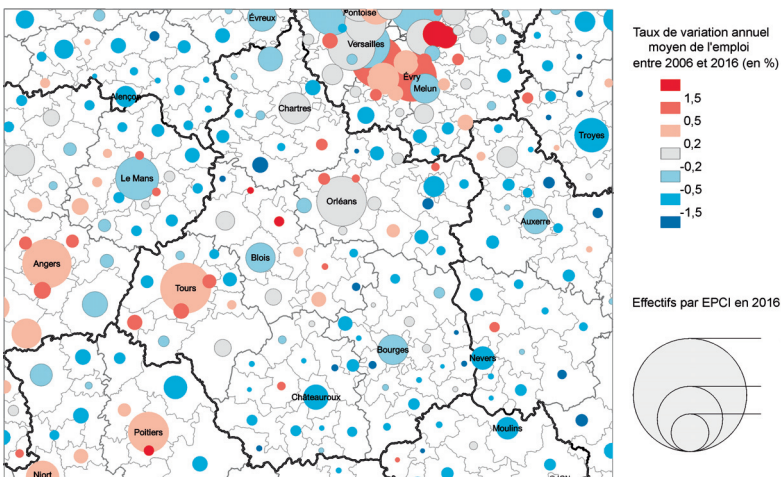
Sphère (et part dans l'emploi régional)	Secteurs	Part dans l'emploi régional	Évolution annuelle moyenne du nombre d'emplois 2006-2016		
			- 2,5 %	0	+ 2,5 %
Présentiel (64 %)	Administration publique	10,2 %			
	Commerce et réparation d'automobiles	8,6 %			
	Hébergement médico-social et social et action social sans hébergement	8,4 %			
	Enseignement	7,1 %			
	Construction	6,9 %			
	Activités pour la santé humaine	6,7 %			
Productif (36 %)	Industrie manufacturière	12,9 %			
	Activités de services administratifs et de soutien	6,2 %			
	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3,8 %			
	Commerce de gros	3,6 %			
	Agriculture, sylviculture et pêche	3,5 %			

Note: L'industrie manufacturière relevant de la sphère productive représente 12,9 % de l'emploi régional. Ses effectifs sont en retrait de 2,5 % en moyenne par an entre 2006 et 2016.

Source : Insee, Recensement de la Population 2006 et 2016

2 Baisse de l'emploi total partout sauf en Indre-et-Loire grâce au dynamisme de Tours

Évolution de l'emploi total par EPCI entre 2006 et 2016

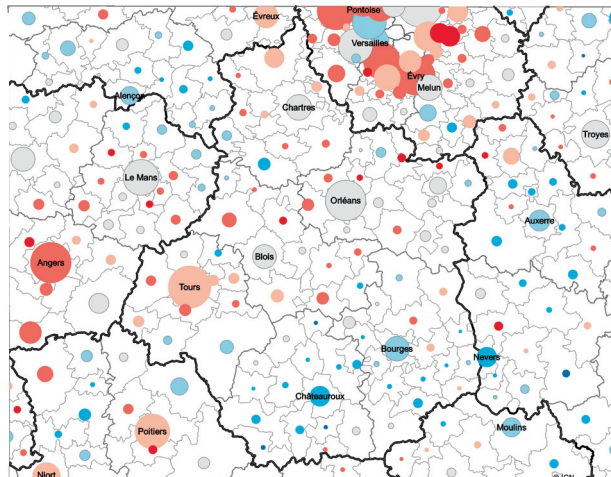


Note de lecture : La métropole du Grand Paris n'est pas représentée. L'emploi total représente 3 913 000 personnes.

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2016

3 Progression de l'emploi présentiel à Tours et dans de petits EPCI du centre de la région

Évolution de l'emploi présentiel par EPCI entre 2006 et 2016



Note de lecture : La métropole du Grand Paris n'est pas représentée. L'emploi présentiel représente 2 485 000 personnes.

Une évolution de l'emploi présentiel stable mais contrastée selon les territoires

En 2016 comme en 2006, la sphère présenteielle emploie 625 700 personnes dans la région. Fortement liée à la population présente, cette stabilité cache des disparités selon les territoires (figure 3). Dans les départements du Cher et de l'Indre où la population décroît, la quasi-totalité des territoires perdent des emplois présentsiels. Cette baisse concerne la majorité des secteurs d'activité. Les pertes d'effectifs sont importantes dans l'administration publique et le commerce non alimentaire. La santé reste un secteur dynamique ainsi que celui de l'hébergement médico-social. L'aide à domicile (+ 4,0 % par an) et les services aux jeunes enfants (+ 3,5 %) sont les activités qui progressent le

plus sur l'ensemble de ces territoires. Les effectifs dans l'accueil des personnes âgées augmentent en revanche moins fortement que dans le reste de la région (+ 1,8 % contre + 3,1 % en moyenne régionale). Les gains d'emploi correspondant se concentrent dans les communautés d'agglomération de Bourges et Châteauroux, en particulier dans l'hébergement médico-social (respectivement + 1,2 % et + 3,3 % par an en moyenne).

Sur l'axe ligérien, en revanche, les territoires gagnent le plus souvent des emplois présentsiels. Orléans Métropole et Tours Métropole Val de Loire ont gagné respectivement + 0,2 % et + 0,4 % par an d'habitants en dix ans. L'emploi présentiel a progressé modérément pour

l'agglomération d'Orléans (+ 0,1 % par an) et davantage pour celle de Tours (+ 0,3 %). La hausse de l'emploi s'observe en particulier dans l'accueil de la petite enfance et des personnes âgées (hébergement médico-social) ainsi que dans les activités d'hébergement et restauration.

Au nord, les franges franciliennes accueillent de plus en plus d'habitants, l'emploi présentiel y progresse peu. Le nombre d'emplois augmente dans les services aux particuliers mais diminue dans presque tous les autres secteurs. La communauté d'agglomération de Dreux comptabilise notamment des effectifs supplémentaires grâce à l'hébergement restauration et à l'hébergement médico-social pour l'accueil des plus jeunes et des plus âgés. ■

Définitions :

Sphère présenteielle : les activités présenteielles sont mises en œuvre localement et visent à satisfaire les besoins des personnes résidentes et des touristes.

Sphère productive : les activités productives concernent la production de biens majoritairement consommés hors de la zone et les activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

EPCI : un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est un groupement de communes disposant du droit de lever l'impôt. Au 1^{er} janvier 2019, le Centre-Val de Loire compte 80 EPCI : 2 métropoles (celles d'Orléans et de Tours), 7 communautés d'agglomération (CA) et 71 communautés de communes (CC).

Avertissement :

L'écart entre le nombre d'emplois mesuré à partir du recensement de la population et celui comptabilisé dans les sources administratives a augmenté à partir de l'enquête annuelle de recensement de 2015, prise en compte pour l'établissement des résultats du recensement des années 2013 et postérieures. Cet accroissement est concomitant avec l'introduction de la réponse par Internet dans le recensement. Les évolutions du nombre d'emplois sont donc à interpréter avec prudence. Pour en savoir plus, se référer à la fiche conseils « *Activité - Emploi - Chômage* ».

Insee Centre-Val de Loire
131 rue du faubourg Bannier
45034 Orléans Cedex 1

Directrice de la publication :
Yvonne Pérot

Chef de service :
Vincent Bernard

Rédactrice en chef :
Anne Billaut

Relations médias :
medias-centre@insee.fr

ISSN 2416-9471
©Insee 2019

Pour en savoir plus :

- [Les métropoles régionales portent la croissance en Centre-Val de Loire, Insee Analyses Centre-Val de Loire n°50, janvier 2019](#)
- [Développement des services à la population : le Centre-Val de Loire peine à rattraper son retard, Insee Analyses Centre-Val de Loire n°47, septembre 2018](#)
- [Trois systèmes territoriaux dans la région pour autant de dynamiques d'emploi et de population, Insee Analyses Centre-Val de Loire n°42, février 2018](#)
- [Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires, Insee Première n°1 538, février 2015](#)

